

La Dictature internationale

Jaridat al-Wafd al-Misri, 29 juin 1945.

Les gens n'ont pas accueilli la Conférence de San Francisco avec la joie et l'allégresse qu'on aurait pu attendre d'eux, ni n'en ont suivi les travaux avec le soin et l'attention qu'on aurait pu en attendre. Ils n'ont pas davantage accueilli sa charte avec la satisfaction et le contentement qu'on aurait pu en attendre. Une atmosphère étrange et étouffante de pessimisme et de doute, puis de prudence et de crainte, puis de désespoir et d'accablement, a entouré la conférence avant sa réunion, pendant son déroulement, et après sa dissolution.

Et les raisons en sont tout à fait claires ; car la conférence que les trois chefs tinrent en Crimée fut un prélude à San Francisco, et les gens comprirent de ce prélude qu'il avait posé les règles dont les délégués de San Francisco ne devaient pas s'écarter, et qu'il avait imposé la volonté des vainqueurs puissants aux vainqueurs faibles, et à ceux qui n'avaient rejoint la guerre que lorsqu'elle était presque terminée. C'est pourquoi la France s'est retenue, a hésité, et a refusé l'invitation qui lui était faite de participer à la convocation de cette conférence, et sans sa crainte de l'isolement, et son souci de prendre part à toute entreprise internationale, par égard pour son propre rang parmi les grandes puissances, elle aurait pu pousser bien plus loin son hésitation et sa réticence. Quant aux autres États, ils sont venus à la conférence à contrecœur, tièdement, presque comme si on les y avait poussés par force, mus à y assister par la prudence envers l'avenir, la prudence envers le présent, la curiosité, le désir de suivre le fort, et le souhait que le monde entende malgré tout leur voix.

Et ces doutes, qui remplissaient l'air autour de la conférence avant sa réunion, furent encore accrus par la décision des trois chefs de réserver la participation à cette conférence à ceux qui avaient pris part à la guerre, et de n'offrir à tout État neutre, ou à tout État qui n'avait pas combattu et souhaitait participer à cette conférence, qu'une seule voie : déclarer la guerre aux puissances de l'Axe, alors même que la guerre en Europe était sur le point de prendre fin.

Et c'est ainsi que la Turquie est entrée en guerre, que les pays du Proche-Orient y sont entrés, et que certains États d'Amérique du Sud y sont entrés également, tout cela n'étant qu'une sorte de séduction suspecte, ou une sorte de contrainte effrayante.

Puis la conférence s'est réunie, et à peine avait-elle commencé ses travaux qu'un désaccord est apparu entre les grandes puissances européennes et américaines sur de nombreuses questions, et il est devenu clair pour les gens que les affaires lourdes et importantes de la conférence se traitaient en réalité derrière des rideaux, hors de la vue de l'ensemble des délégués, et il est devenu clair aussi pour les gens que toute l'affaire tournait autour de la réalisation d'un équilibre entre les intérêts des grandes puissances, sans souci apparent pour les espérances des petites.

Et c'est pourquoi le désaccord éclatait de temps à autre entre les Anglo-Saxons et les Russes, de sorte que tout se troublait, puis tout s'arrêtait, jusqu'à ce que les choses se redressent et que les parties en désaccord se réconcilient, et alors le navire de la conférence voguait à nouveau sous un vent favorable. Et les petits États élevaient leur voix de temps à autre en faveur de telle ou telle opinion, et les grandes puissances les écoutaient en souriant, puis se détournaient d'elles en souriant, puis persistaient dans ce qu'elles avaient voulu en souriant, et les petites nations se soumettaient alors, souriantes une fois et maussades une autre fois, mais se soumettant tout de même. Puis la conférence acheva ses travaux et signa sa charte ; et les nations n'en ressentirent ni joie ni allégresse, bien que les délégués eux-mêmes aient prononcé des paroles dépeignant la joie et l'allégresse. Puis ils se sont dispersés, le rideau est tombé, et les nouvelles nous sont parvenues ce matin même de Suisse selon lesquelles les neutres comme les belligérants d'Europe ont accueilli la charte de la conférence avec une très grande tiédeur.

Et c'est ainsi que le monde fut agité pendant des mois, puis revint au calme, comme s'il n'avait jamais été troublé. On avait dit aux gens qu'un monde nouveau allait naître à San Francisco ; puis les gens ont vu que San Francisco n'avait fait que réorganiser l'ancien. Et les gens ont accueilli tout cela — je ne dis pas avec tiédeur, comme le disent les nouvelles venues de Suisse, mais je dis plutôt : avec tristesse et accablement. Car les gens avaient attendu beaucoup du triomphe de la démocratie, et avaient été convaincus qu'ils obtiendraient ce qu'ils attendaient ; puis ils ont regardé, et se sont vus n'avoir rien obtenu, et n'espérant presque plus rien obtenir du tout.

Ainsi donc l'humanité a donné ce qu'elle a donné, a supporté ce qu'elle a supporté, et a sacrifié ce qu'elle a sacrifié — non pour que la justice globale et complète prenne la place d'une oppression épuisante et

destructrice, mais pour que les vainqueurs puissants réalisent entre eux l'équilibre des intérêts et la parité des avantages qu'il convenait de réaliser. Et s'il nous faut relever que la Conférence de San Francisco a bien créé quelque chose de nouveau, nous pouvons constater qu'elle a créé la grande dictature internationale — et celle-ci est en effet quelque chose de nouveau, que la dernière grande guerre n'avait pu créer, et que l'ancienne Société des Nations n'avait pu créer davantage ; car l'Europe, au sortir de la dernière guerre, ne s'était pas entièrement soumise à l'Allemagne, et les Anglais, les Américains et les Russes ne s'étaient pas alors tenus à sa place en libérateurs et sauveurs de toute son étendue, car la victoire était alors partagée, la France, l'Italie et la Belgique y ayant pris une part puissante, si bien que chacune avait le droit d'y faire entendre sa voix. Et l'Europe put ainsi sortir de cette victoire inégale, qui ne s'éleva jamais au rang d'une dictature, ni de rien qui y ressemblât. Mais à présent, l'Europe entière s'est soumise à l'Allemagne, et les trois puissances sont venues à elle en libérateurs et sauveurs, et les trois puissances ont oublié quelle terreur l'Europe et le reste du monde avaient endurée, et ont dicté leurs propres conditions aux nations libérées tout comme elles ont dicté leurs conditions aux nations vaincues — et c'est ainsi que s'est réalisée cette dictature, qui place les affaires de la terre entière dans les mains des trois, lorsqu'ils se sont réunis en Crimée, et dans les mains des trois, lorsqu'ils ont orchestré la Conférence de San Francisco, et dans les mains des trois, lorsqu'ils se réuniront à Berlin, pour approuver ce qui a été décidé à San Francisco, et pour poser les règles qui seront imposées à la conférence de paix lorsqu'elle se réunira demain ou le jour suivant.

Pour toutes ces raisons, nous ne nous sommes pas trompés en souhaitant que la Conférence de San Francisco vienne après la conférence de paix, et non avant elle ; afin que les nations puissent se présenter à cette conférence en connaissant déjà ce qui leur était dû et ce qu'elles devaient elles-mêmes, pour qu'elles puissent avancer en pleine connaissance de cause et reculer en pleine connaissance de cause également. Mais à présent, les petites et moyennes nations ont été liées par les décisions de San Francisco, et elles ne seront donc pas libres lorsque les conditions de la paix leur seront dictées, à elles comme aux vaincus. Pour toutes ces raisons, nous n'avons pas hésité à conseiller aux Égyptiens, et à leur répéter ce conseil avec la plus grande insistance, de ne pas s'engager avant d'avoir obtenu la plénitude de leurs droits, et de s'être libérés des liens que le traité leur avait imposés avant la guerre, liens que la guerre elle-même n'a fait que renforcer, resserrer et alourdir.

Mais ceux qui conduisaient les affaires n'ont ni écouté ni prêté attention, et ont poursuivi leur chemin sans se retourner, jusqu'à ce qu'ils signent la charte avec ceux qui l'ont signée, et nous avons alors regardé, et avons trouvé l'Égypte confrontée à des problèmes de la plus extrême complexité ; et feu Ahmed Maher Pacha avait informé le Parlement qu'il tenterait de résoudre les questions pendantes entre l'Égypte et la Grande-Bretagne avant la réunion de la conférence, mais la mort l'a emporté avant qu'il n'ait pu le faire. Nous ne savons pas ce qu'ont fait ses successeurs à cet égard, mais nous savons que l'affaire entre nous et les Britanniques demeure en l'état, et que nous avons déjà signé la charte à San Francisco, ajoutant ainsi des problèmes aux problèmes, et de la complication à la complication.

Et puisque nous n'avons d'autre choix que de poursuivre nos conseils aux Égyptiens — qu'ils aient pris en charge les affaires du gouvernement ou qu'ils en aient été dispensés — nous leur répétons avec la plus grande insistance de ne pas ratifier cette charte, et de ne pas grever leur patrie des obligations et engagements qu'elle contient, avant d'avoir d'abord libéré leur patrie des obligations et des engagements que lui impose le traité entre nous et les Anglais.

Les Égyptiens doivent savoir — et c'est pour nous un devoir de les en informer — que le fait de nous lier aux règles et conditions contenues dans cette charte nous fermera la voie si nous voulons un jour réorganiser nos relations avec nos alliés, et que nos alliés refusent de reconsidérer cette organisation. Mettons donc d'abord ces relations en ordre, effaçons tout désaccord entre nous et les Anglais, et n'avançons qu'ensuite vers ce que cette charte exige de nous en matière de coopération internationale — en hommes libres et dignes, ni contraints ni liés.

Les Égyptiens savent-ils que nos alliés ont le droit, en vertu du traité, de maintenir leur armée en Égypte pendant dix ans, et que ce n'est qu'à l'expiration de ce délai que nous pourrions même négocier avec eux l'évacuation ?

Et les Égyptiens savent-ils que la charte, si nous l'acceptons, nous oblige à mettre toutes nos installations à la disposition des Nations unies — c'est-à-dire des grandes puissances — chaque fois que les circonstances de la paix l'exigeraient ?

Et les Égyptiens savent-ils que cela signifie que l'Égypte pourrait se trouver soumise à une double occupation, l'une britannique, exigée par le

traité, et l'autre internationale, exigée par la charte ?

Et les Égyptiens savent-ils que, si nous ne réglons pas la question du Soudan avant de conclure la charte, nous ne pourrons plus résoudre cette question qu'avec le consentement de nos alliés anglais ?

Et les Égyptiens savent-ils que la Ligue des États arabes, dont ils se sont réjouis de la création et dont ils ont tenu tant à affirmer leur soutien, ne pourra repousser par la force aucune agression contre elle-même ou contre l'un de ses membres, à moins que cette agression ne vienne de l'Allemagne, de l'Italie ou du Japon — mais si cette agression venait au contraire de l'une des puissances victorieuses, il n'y aurait aucun moyen de la repousser, sauf si l'agresseur lui-même y consentait ?

Voilà des choses que les Égyptiens doivent savoir, et que les chefs de l'opinion doivent leur faire pleinement connaître, afin qu'ils sachent où on les mène, et à quel péril on les expose. Et ce sont là des choses que le gouvernement connaît parfaitement, et que le Parlement viendra à connaître pleinement le jour où elles lui seront présentées. Et ceux qui portent les charges du gouvernement, et ceux qui dirigent les affaires de l'État au ministère et au Parlement, sont Égyptiens avant tout, et après tout, et au-dessus de tout. Nous ne leur demandons rien de considérable ni d'étrange, nous ne leur imposons aucune exigence excessive et ne leur infligeons aucune contrainte véritable, en leur demandant de ne pas ratifier cette charte avant d'avoir résolu les questions pendantes entre nous et les Anglais, d'une manière qui convienne à la dignité du peuple, assure sa satisfaction, et lui garantisse un avenir libre et digne.

Et la seule chose que nous puissions affirmer avec la plus entière assurance de ne pas nous tromper en l'affirmant, c'est que le peuple n'approuvera jamais cette charte, et ne sera jamais satisfait de ceux qui l'approuvent, à moins que les questions pendantes entre nous et les Anglais ne soient résolues avant sa ratification, d'une manière honorable qui garantisse au peuple son droit à la liberté complète et à l'indépendance totale dans toutes les régions de la vallée du Nil.